

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix - Travail – Patrie

**INSTITUT NATIONAL DE LA
STATISTIQUE**



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace - Work – Fatherland

**NATIONAL INSTITUTE OF
STATISTICS**

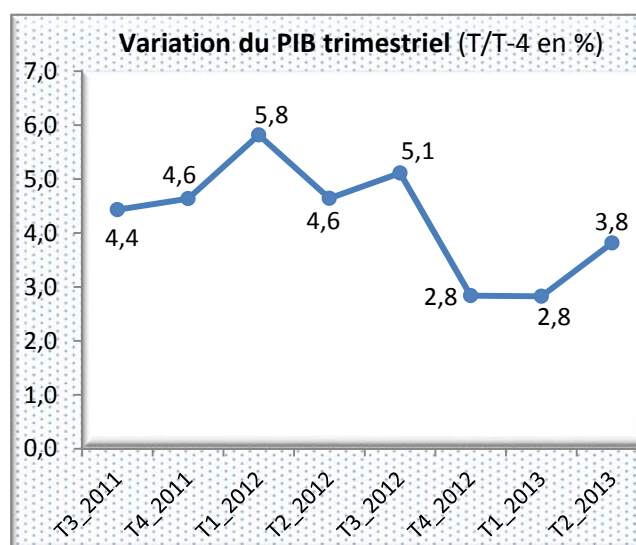
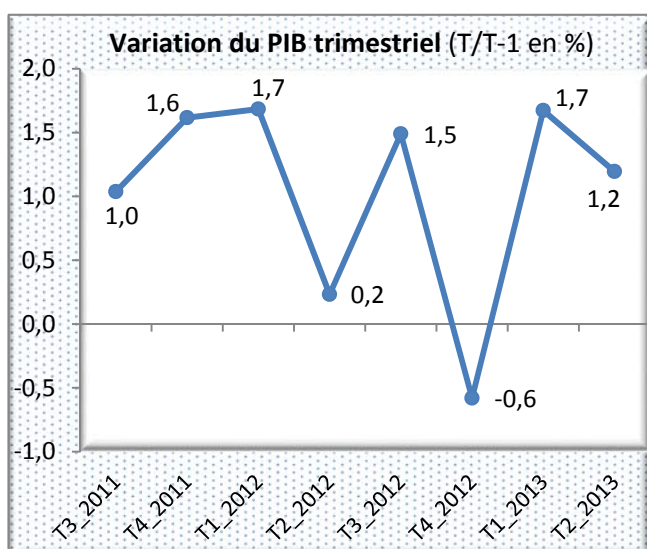
Les Comptes Nationaux Trimestriels

(2^{ème} trimestre 2013)

N°005

Au deuxième trimestre de 2013, l'économie camerounaise reste dans une évolution positive par rapport au premier trimestre (+1,2 % après +1,7 %), malgré un ralentissement dans son rythme de croissance. Cette évolution est imputable à la bonne tenue du secteur tertiaire (+1,7 % après +1,6 %), combinée à une perte de vitesse dans les activités du secteur secondaire (+0,7 % après 3,1%) et une légère hausse dans le secteur primaire (+0,6% après +0,3 %).

Comparé au même trimestre de l'année précédente, le deuxième trimestre de 2013 a connu une croissance de +3,8 % imputable essentiellement à une forte amélioration des activités du secteur tertiaire (+5,3 %) qui demeure le moteur de croissance.



...Une croissance en amélioration dans le secteur primaire

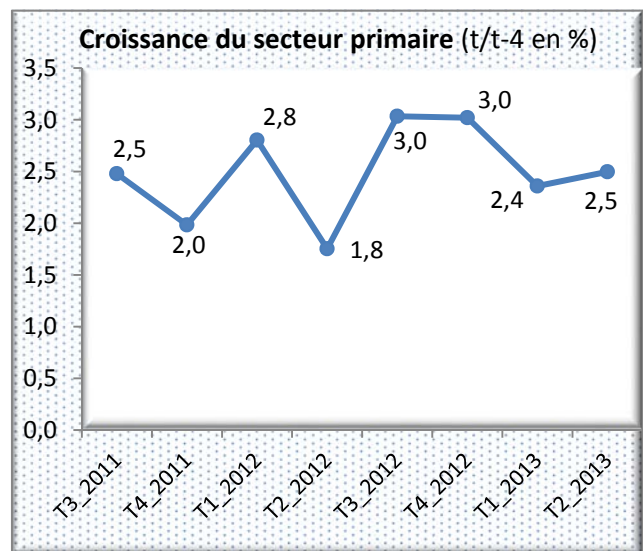
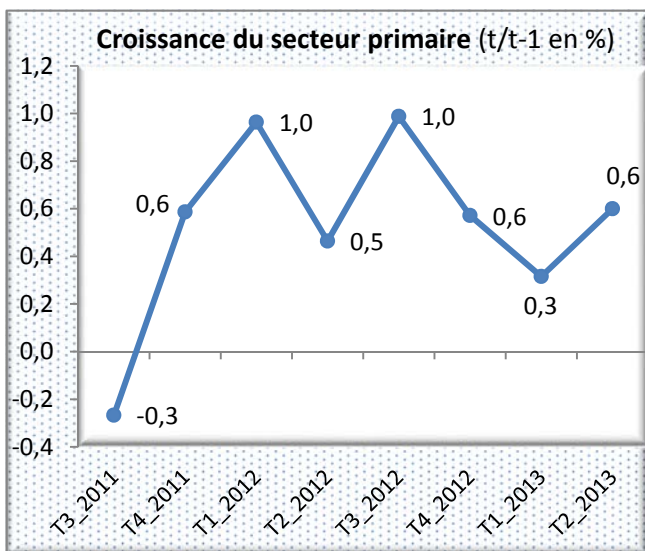
Au deuxième trimestre de 2013, le secteur primaire a enregistré une croissance de +0,6 %, après +0,3 % au trimestre précédent. Par rapport à la même période en 2012, ce secteur est en hausse de +2,5 %.

Cette amélioration du rythme de croissance dans le secteur primaire est essentiellement imputable au regain de croissance dans le sous-secteur de l'agriculture des produits vivriers (+0,9 % après -0,6 %). Les activités d'élevage, chasse et pêche ont gardé le même rythme de croissance qu'au premier trimestre (+0,8 %).

Le sous-secteur de l'agriculture industrielle et d'exportation a replongé dans sa mauvaise allure (-0,7 %) après la brillante hausse de +5,8 % enregistrée au premier trimestre. Ce

renversement est en partie lié à la fin de la campagne de récolte pour certaines cultures telles le cacao et le café.

Les activités sylvicoles et d'exploitation forestière sont également en baisse de -0,7 % après une hausse de +1,9 % le trimestre passé. Cette situation s'expliquerait par la baisse de la demande du fait du mauvais comportement de l'activité économique en Europe et du ralentissement en Chine, qui sont nos principaux clients.



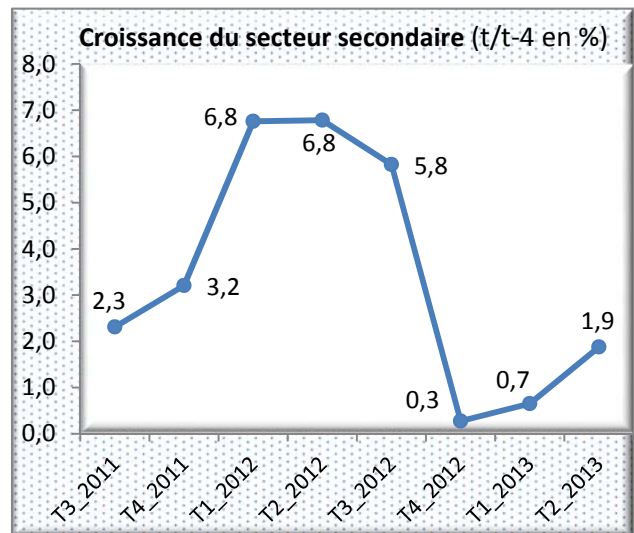
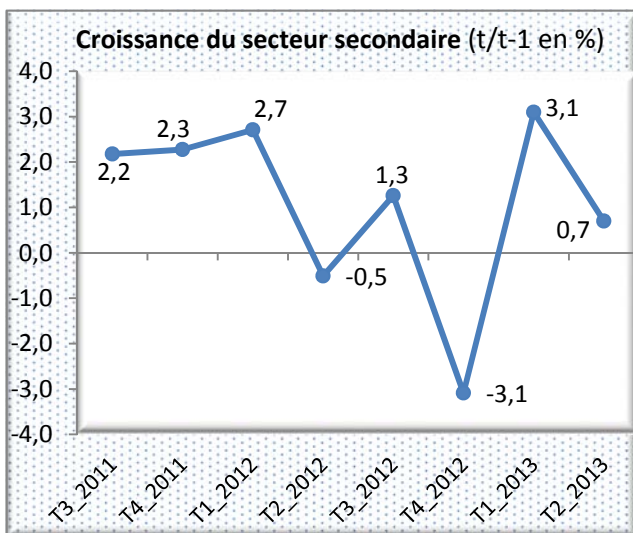
...Un secteur secondaire en repli

Au cours du deuxième trimestre de 2013, le secteur secondaire a perdu de vitesse dans son rythme de croissance. En effet, après avoir enregistré au trimestre passé sa plus forte croissance sur un trimestre depuis plus d'un an (+3,1 %), celui-ci a connu un ralentissement à +0,7 % ce deuxième trimestre. Comparé à la même période en 2012, les activités de ce secteur ont cru dans l'ensemble de +1,9 %.

Cette contreperformance est essentiellement imputable à la forte chute enregistrée dans le sous-secteur des Bâtiments et Travaux Publics (BTP), qui a connu une croissance négative de -11,2 % après une forte croissance de +22,4 % le trimestre précédent. Cette situation dans les BTP cache la bonne tenue des activités des industries extractives qui sont en hausse de +4,4 % après quatre mois consécutifs de baisse, dont en particulier -0,5 % au premier trimestre de 2013. Ce retournement de tendance s'explique en partie par le début de la mise en exploitation des puits de Dissoni et l'entrée en activité d'autres nouveaux gisements.

Le sous-secteur des industries agroalimentaires est également en regain de croissance (+0,1 %), après deux trimestres consécutifs de baisse, dont notamment -1,9 % au premier trimestre de 2013.

Le rythme de croissance dans le sous-secteur de l'électricité, gaz et eau est en baisse (+2,8 % après +4,6 %), tandis que les autres industries manufacturières ont confirmé leur bon comportement du premier trimestre, en affichant un taux de croissance de +3,6 % après +2 %.



... un secteur tertiaire toujours dynamique

Avec une croissance qui s'établit à +1,7 % au deuxième trimestre de 2013, le secteur tertiaire marque un dynamisme habituel dans l'ensemble de ses activités. La bonne tenue des activités de ce secteur se conserve également dans le temps puisque comparée à la période correspondante en 2012, la croissance dans ce secteur a grimpé de +5,3 %.

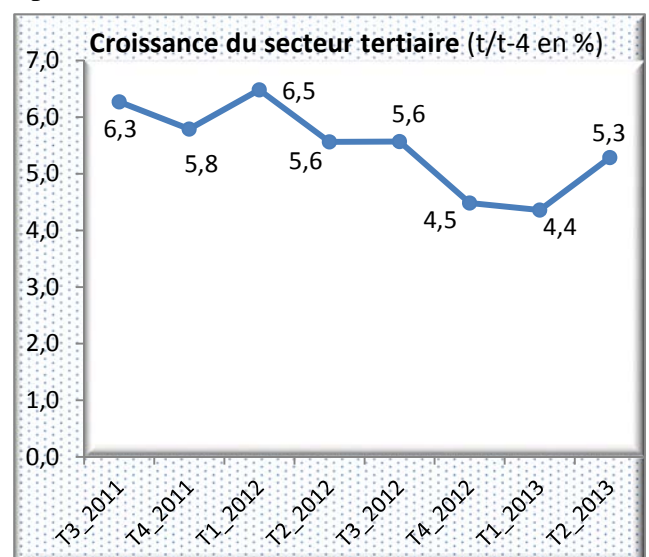
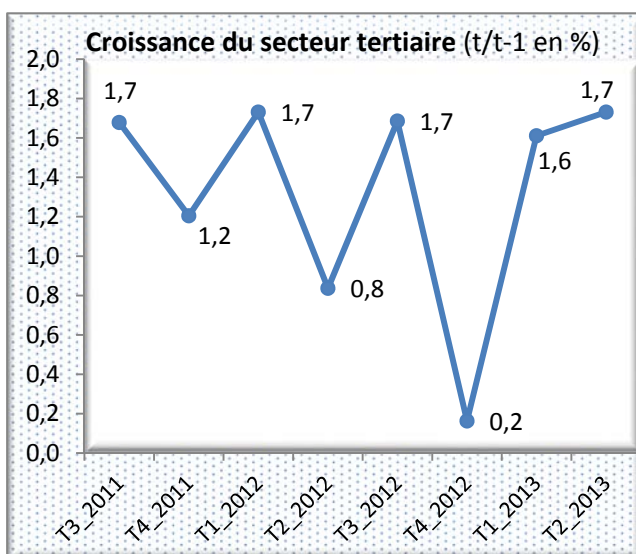
Cette évolution du secteur est imputable à la continuité du rythme de croissance des activités d'administration, santé et éducation (+ 3,3 % après +4,0 %) en liaison avec la prise en solde, déjà en voie d'achèvement, des personnels contractualisés dans le cadre du recrutement des 25 000 jeunes diplômés dans la fonction publique.

Les activités de transport, entrepôts et télécommunications (+1,9 % après +1,5 %) continuent dans leur bon rythme de croissance

acquis le trimestre précédent, tout comme celles du commerce, hôtels et restaurants dont la croissance s'élève à +1,1 % ce trimestre après +0,7 % le trimestre dernier.

Quant aux activités des banques et organismes financiers, elles ont enregistré un niveau de croissance encore positive mais en baisse par rapport à celui enregistré le trimestre passé (+0,9 % après +2,5 %).

Enfin, les autres services ont continué dans l'amélioration avec une croissance de +1,1 % après +1,0 % le trimestre dernier.



Résumé méthodologique

Nomenclature des activités et indicateurs

L'élaboration des comptes nationaux trimestriels (CNT) nécessite la mise en place des nomenclatures des activités et des produits qui tiennent compte de la disponibilité des indicateurs conjoncturels. Ces nomenclatures doivent être cohérentes avec celles retenues pour élaborer les comptes nationaux annuels. Le *principe d'agrégation* suivant a été retenu : disposer d'une nomenclature suffisamment détaillée pour que les erreurs sur une branche d'activité n'occasionnent pas de grandes variations du PIB trimestriel. En outre, l'on a tenu compte du secteur informel qui pose des problèmes en raison de son importance dans certaines branches et de l'absence d'indicateurs trimestriels. On utilisera alors des indicateurs indirects ou des lissages par la tendance. Ainsi, l'on est passé de 44 branches pour les comptes annuels à 29 branches pour les CNT.

Approche de calcul

Le produit intérieur brut (PIB) trimestriel aux prix constants est calculé selon deux (2) approches. D'abord, selon l'approche production en partant d'un regroupement des valeurs ajoutées de branches. Il est évalué aux prix constants de 2000, année de base-prix des comptes nationaux annuels. Il est évalué en brut et corrigé des variations saisonnières (cvs) par la dessaisonnalisation des indicateurs conjoncturels.

Le produit intérieur brut (PIB) trimestriel en valeur est calculé par la somme des emplois aux prix courants, ce qui permet d'en déduire le déflateur du PIB trimestriel.

Méthodologie de calcul

Le produit intérieur brut (PIB) trimestriel est calculé selon l'approche économétrique d'étalonnage et de calage, en particulier la méthode robuste en une étape développée par Chow et Lin (1971). Pour plus de détails, se référer au « Document de méthodologie d'élaboration des comptes trimestriels du Cameroun ». Les outils informatiques utilisés sont le logiciel ECOTRIM pour les étalonnages et calages et DEMETRA pour la dessaisonnalisation. Ces logiciels sont développés par Eurostat.

Révision

Les révisions ont pour but de fournir aux utilisateurs des données aussi précises et actuelles que possible. Les révisions peuvent concerner le trimestre (évolution des indicateurs conjoncturels), l'année (alignement sur les nouvelles données annuelles) ou une période plus longue (changement du SCN, nouvelle année de base, etc.)

Diffusion

Cette note d'analyse sur le PIB trimestriel couvre le deuxième trimestre de l'année 2013. La note d'analyse sur le PIB trimestriel est publiée au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin du trimestre.

Les évolutions du PIB trimestriel sont mesurées en variations trimestrielles et glissements annuels sur des données corrigées des variations saisonnières (CVS).

Note sur les changements de la série des données des comptes trimestriels.

Chaque version des comptes trimestriels peut comporter des changements de données sur l'ensemble de la période, ces changements seront de moins en moins importants au fur et à mesure qu'on remontera dans le temps. Elles sont dues à des améliorations faites sur des indicateurs observés, à des révisions des données de base publiées par les sources, et quelquefois à des révisions de méthodologie.

Libellé	Ventilation du PIB réel trimestriel CVS par secteurs d'activités (base 100 = 2000) (en milliards FCFA)								Variations PIB réel trimestriel CVS par secteurs d'activités (T/T-1) (%)			
	T3_2011	T4_2011	T1_2012	T2_2012	T3_2012	T4_2012	T1_2013	T2_2013	T3_2012	T4_2012	T1_2013	T2_2013
Secteur primaire	521,5	524,6	529,6	532,1	537,4	540,4	542,1	545,4	1,0	0,6	0,3	0,6
Agriculture des produits vivriers	349,3	352,7	357,8	360,0	365,3	367,8	365,67	368,86	1,5	0,7	-0,6	0,9
Agriculture industrielle et d'exportation	39,0	38,6	38,0	38,1	37,8	37,4	39,60	39,34	-0,9	-1,0	5,8	-0,7
Elevage, chasse et pêche	85,7	86,2	86,6	87,1	87,6	88,3	89,01	89,69	0,7	0,7	0,8	0,8
Sylviculture et exploitation forestière	47,5	47,0	47,3	46,9	46,6	47,0	47,85	47,50	-0,7	0,8	1,9	-0,7
Secteur secondaire	565,6	578,4	594,1	591,1	598,5	580,0	598,0	602,2	1,3	-3,1	3,1	0,7
Industries extractives	88,5	93,5	97,3	92,8	92,1	88,0	87,60	91,33	-0,8	-4,5	-0,5	4,3
dont extraction d'hydrocarbures	84,6	89,5	93,2	88,7	88,0	83,8	83,30	86,98	-0,8	-4,8	-0,6	4,4
Industries Agro-alimentaires	141,9	145,3	146,2	147,5	154,1	153,3	150,37	150,53	4,5	-0,5	-1,9	0,1
Autres Industries manufacturières	246,7	251,2	264,7	262,1	259,1	251,9	256,92	266,23	-1,2	-2,7	2,0	3,6
Electricité, gaz et eau	18,1	18,2	18,1	17,9	18,6	17,3	18,09	18,59	3,7	-7,2	4,6	2,8
BTP	70,3	70,2	67,7	70,7	74,6	69,5	85,01	75,50	5,6	-6,9	22,4	-11,2
Secteur tertiaire	1119,4	1132,9	1152,5	1162,1	1181,7	1183,6	1202,7	1223,5	1,7	0,2	1,6	1,7
Commerce, restaurants et hôtels	467,6	475,2	485,9	488,5	494,2	485,6	488,84	494,35	1,2	-1,7	0,7	1,1
Transports, entrepôts, télécommunications	234,4	236,3	243,7	247,4	252,2	253,7	257,54	262,42	1,9	0,6	1,5	1,9
Banques et organismes financiers	31,7	32,5	32,6	34,0	33,3	33,0	33,87	34,18	-1,9	-0,8	2,5	0,9
Administration, santé et éducation	212,4	214,0	214,3	215,4	223,4	232,5	241,66	249,65	3,7	4,1	4,0	3,3
Autres services	186,6	188,4	190,0	191,1	192,9	193,1	195,01	197,11	1,0	0,1	1,0	1,1
SIFIM	-13,3	-13,6	-13,9	-14,2	-14,2	-14,2	-14,20	-14,17	0,1	-0,2	0,0	-0,2
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES	2206,5	2235,9	2276,2	2285,3	2317,6	2304,1	2342,8	2371,1	1,4	-0,6	1,7	1,2
Impôts et taxes nets des Subventions	188,0	197,3	198,0	194,7	199,3	198,2	201,33	203,48	2,4	-0,6	1,6	1,1
PIB	2394,5	2433,2	2474,2	2480,0	2516,9	2502,3	2544,2	2574,6	1,5	-0,6	1,7	1,2

Libellé	Ventilation du PIB réel trimestriel CVS par secteurs d'activités base 100 = 2000) (en milliards FCFA)								Variations PIB réel trimestriel CVS par secteurs d'activités (T/T-4) (%)			
	T3_2011	T4_2011	T1_2012	T2_2012	T3_2012	T4_2012	T1_2013	T2_2013	T3_2012	T4_2012	T1_2013	T2_2013
	Secteur primaire	521,5	524,6	529,6	532,1	537,4	540,4	542,1	545,4	3,0	3,0	2,4
Agriculture des produits vivriers	349,3	352,7	357,8	360,0	365,3	367,8	365,67	368,86	4,6	4,3	2,2	2,5
Agriculture industrielle et d'exportation	39,0	38,6	38,0	38,1	37,8	37,4	39,60	39,34	-3,1	-3,2	4,3	3,2
Elevage, chasse et pêche	85,7	86,2	86,6	87,1	87,6	88,3	89,01	89,69	2,2	2,4	2,8	3,0
Sylviculture et exploitation forestière	47,5	47,0	47,3	46,9	46,6	47,0	47,85	47,50	-1,8	0,0	1,2	1,3
Secteur secondaire	565,6	578,4	594,1	591,1	598,5	580,0	598,0	602,2	5,8	0,3	0,7	1,9
Industries extractives	88,5	93,5	97,3	92,8	92,1	88,0	87,60	91,33	4,1	-5,9	-10,0	-1,6
dont extraction d'hydrocarbures	84,6	89,5	93,2	88,7	88,0	83,8	83,30	86,98	4,0	-6,4	-10,6	-1,9
Industries Agro-alimentaires	141,9	145,3	146,2	147,5	154,1	153,3	150,37	150,53	8,6	5,5	2,8	2,1
Autres Industries manufacturières	246,7	251,2	264,7	262,1	259,1	251,9	256,92	266,23	5,0	0,3	-3,0	1,6
Electricité, gaz et eau	18,1	18,2	18,1	17,9	18,6	17,3	18,09	18,59	2,7	-5,0	0,1	3,6
BTP	70,3	70,2	67,7	70,7	74,6	69,5	85,01	75,50	6,1	-1,1	25,5	6,8
Secteur tertiaire	1119,4	1132,9	1152,5	1162,1	1181,7	1183,6	1202,7	1223,5	5,6	4,5	4,4	5,3
Commerce, restaurants et hôtels	467,6	475,2	485,9	488,5	494,2	485,6	488,84	494,35	5,7	2,2	0,6	1,2
Transports, entrepôts, télécommunications	234,4	236,3	243,7	247,4	252,2	253,7	257,54	262,42	7,6	7,3	5,7	6,1
Banques et organismes financiers	31,7	32,5	32,6	34,0	33,3	33,0	33,87	34,18	4,9	1,8	4,0	0,7
Administration, santé et éducation	212,4	214,0	214,3	215,4	223,4	232,5	241,66	249,65	5,2	8,6	12,8	15,9
Autres services	186,6	188,4	190,0	191,1	192,9	193,1	195,01	197,11	3,4	2,5	2,6	3,2
SIFIM	-13,3	-13,6	-13,9	-14,2	-14,2	-14,2	-14,20	-14,17	6,7	4,4	2,2	-0,3
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES	2206,5	2235,9	2276,2	2285,3	2317,6	2304,1	2342,8	2371,1	5,0	3,1	2,9	3,8
Impôts et taxes nets des Subventions	188,0	197,3	198,0	194,7	199,3	198,2	201,33	203,48	6,0	0,4	1,7	4,5
PIB	2394,5	2433,2	2474,2	2480,0	2516,9	2502,3	2544,2	2574,6	5,1	2,8	2,8	3,8

Equipe Technique

Supervision générale

1. TEDOU Joseph, Directeur Général, Institut National de la Statistique (INS)
2. SHE ETOUNDI Joseph Guy Benjamin, Directeur Général Adjoint, INS

Coordination technique

1. NEPETSOUN, Chef du Département des Synthèses et des Analyses Economiques
2. NGUIGNANG Bernard, Chef de Division des Synthèses Economiques
3. NGHOGUE VOUFO Léonel Erith, Chef de la Cellule des comptes provisoires et des comptes régionaux

Equipe de rédaction

1. SIKUBE TAKAMGNO Célestin, Cadre INS
2. MOFFO DZOUBOSSE Ghislain, Cadre INS

Institut National de la Statistique

BP : 134 Yaoundé - Cameroun

Tél : (237) 22 22 04 45

Fax : (237) 22 23 24 37

Site Web: www.statistics-cameroon.org

*Une Publication du Département des Synthèses et
des Analyses Economiques*

© INS, 2013